

BUDGET EUROPÉEN 2014-2020 : SEPT ANS DE MALHEUR ?

Marie Billotte | *Stagiaire à Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Nadège Chambon | *Chercheur sénior à Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Guy Verhofstadt, député européen et président du groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux, est intervenu le 9 mars à Paris, lors d'un événement organisé par la Maison de l'Europe en partenariat avec *Notre Europe - Institut Jacques Delors*. Nous vous proposons une sélection des propos qu'il a tenus lors de son intervention et du débat qui s'en est suivi.

*Intervenant à l'occasion de la sortie de l'ouvrage co-écrit avec Daniel Cohn-Bendit **Debout l'Europe !**, Guy Verhofstadt appelle à rompre avec la méthode des petits pas pour effectuer un « bond en avant » dans l'intégration européenne. Son intervention a été introduite par Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe de Paris, et présentée par Éric Maurice, rédacteur en chef de Press Europe. Elle s'est poursuivie par un échange vivant avec le public venu en nombre écouter le député. Questionné entre autres par les représentants du CNAM, de Notre Europe - Institut Jacques Delors et de la Représentation de la Commission européenne en France sur les élections 2014, les négociations du budget européen et le projet de communauté de défense, il s'est livré à un vibrant appel pour dépasser les craintes à l'égard du projet européen.*



L'Europe n'a jamais été autant une question d'actualité et au-delà une question d'avenir. Avec **Debout l'Europe**, nous avons voulu avec Daniel Cohn-Bendit analyser les vraies causes de cette crise que nous traversons en adoptant une position radicale. L'Europe a besoin d'un véritable projet d'intégration et non plus de petits pas en avant. Il lui faut une union budgétaire, sociale, politique et de défense.

1. Réinventer la souveraineté au niveau européen pour résoudre nos problèmes

1.1. Le manque d'intégration à l'origine des crises actuelles

Nous avons créé une union monétaire avec la mise en place de l'euro. Or, nous avons oublié de créer une union économique, budgétaire et politique. L'absence de ces unions a causé la crise actuelle. Il est nécessaire de réinventer la souveraineté au niveau européen pour en sortir.

Faisons un bref détour par l'histoire américaine pour mieux comprendre la situation dans laquelle la construction européenne se trouve aujourd'hui. Au départ, **les États-Unis étaient une confédération de treize États**. Cette dernière fonctionnait mal, sans cesse bloquée par les intérêts particuliers des États. Les décisions étaient prises à l'unanimité et l'édifice fonctionnait uniquement grâce aux contributions nationales. Ce fut un échec. Ces États se sont finalement rassemblés au sein d'une fédération qui ne nécessitait plus que l'accord de neuf États pour avancer. **L'État fédéral s'est doté de ressources propres, le trésor américain émettant des bons d'État fédéraux est né.**

En Europe, nous avons fait l'inverse : nous avons commencé avec l'euro et nous nous sommes rendus compte par la suite qu'il nous manquait les corolaires, à savoir une trésorerie unique, un marché obligataire unique et une stratégie économique commune. Des divergences de compétitivité se sont accrues en Europe, les États membres subissent de fortes disparités en termes de taux d'intérêt et de taux de rendement sur les dettes souveraines (*spreads*). La défaite de M. Monti aux élections italiennes en est une conséquence flagrante. Aucun chef d'État européen

n'a voulu l'aider dans ses réformes en mutualisant une partie de la dette. Il a perdu car la moitié de l'effort des citoyens italiens sert à payer des taux d'intérêt à des porteurs de dette situés à l'extérieur de l'Union. Il nous faut en Europe un marché obligataire unique ! Sinon qui achètera des bons d'État slovènes ?

Il faut plus d'Europe pour résoudre nos problèmes. Les gens ont peur et rétorquent leur crainte de perdre leur souveraineté nationale. Mais demandez aux Grecs, aux Espagnols, ce qu'est la souveraineté nationale dans la situation où ils se trouvent. Cela ne signifie pas grand-chose.

1.2. Un bond en avant pour sortir des crises actuelles : renforcer la solidarité

L'Europe est de plus en plus gouvernée par le Conseil européen, soit cinq-six réunions qui prennent des décisions pour l'Union, à l'unanimité. C'est un drame. Les Américains ont une dette supérieure à la nôtre, est-ce que le système américain tombe par terre pour autant ? La dette du Japon s'élève à 226% de son PIB, mais derrière le Yen il y a un vrai État et une vraie banque. Ceux qui achètent des bons japonais ne s'inquiètent pas d'être un jour remboursés.

Qu'a-t-on derrière l'euro ? Le Conseil européen. C'est justement ce qui doit changer. Nous devons faire un saut en avant vers le fédéralisme européen autrement l'Union ne pourra pas fonctionner. C'est de l'orgueil de penser qu'on peut avoir une monnaie unique sans davantage d'intégration. Mon optimisme tient dans l'observation que la crise nous pousse à faire des choses qu'en soi les leaders européens ne veulent pas faire : **transférer du pouvoir au niveau européen.**

L'obstacle dans la résolution de la crise de l'euro vient du monde politique. Personnellement, je suis pessimiste pour un changement avant les élections allemandes. Les hommes politiques allemands ont expliqué à leurs électeurs que leur argent a servi à régler la crise des autres dans un esprit de contrainte. Certes, nous avons besoin de discipline budgétaire mais parallèlement, il faut de la solidarité. Plus concrètement, l'Union économique et monétaire (UEM) a besoin d'un fond d'amortissement de la dette et d'euro-obligations. Cela permettra de payer moins d'intérêts aux porteurs de titres de dette, alors qu'aujourd'hui on utilise l'argent des contribuables pour leur payer des intérêts.

La mutualisation de la dette au travers d'un fond d'amortissement est un système que l'on connaît bien puisqu'il a été créé par les Allemands ! Au Parlement, nous avons bloqué pendant presque sept mois un accord sur le « Two-Pack » car le Conseil nous refusait en contrepartie d'envisager la création d'un fond d'amortissement de la dette. On nous répondait que le droit d'initiative appartenait à la Commission. A-t-on déjà rétorqué la même chose aux États ? Un accord vient d'être trouvé avec l'évaluation de la faisabilité de la création d'une Caisse européenne d'amortissement de la dette souveraine. C'est l'occasion ou jamais de faire un bond en avant et d'arrêter les petits pas.

2. Le Parlement européen favorable à une refonte du projet de cadre financier 2014-2020

Le cadre financier actuel ne permet pas de répondre aux défis de demain, il s'agit d'une simple copie de l'ancien cadre. J'aime rappeler que **le budget communautaire représente 1% du PIB européen alors qu'aux États-Unis, le budget fédéral représente 24% du PIB national.**

Pour obtenir un compromis autour de ce cadre pluriannuel, on a acheté l'appui de chaque État membre au moyen de rabais et de chèques. On compte 53 exceptions contre 42 dans le cadre précédent. **Qu'a-t-on fait de l'intérêt européen ?** On est en présence d'une addition d'intérêts nationaux. Pour quelle raison ? Alors que le traité de Rome prévoyait un financement par des ressources propres, le budget fonctionne encore sur des contributions nationales. Or, avec ce système, on en arrive toujours à la mauvaise pratique du « juste retour ».

Le Parlement européen n'acceptera pas ce cadre. Une résolution est prête, elle a été négociée entre les quatre principaux groupes politiques. La proposition du Conseil sera refusée la semaine prochaine en séance plénière à Strasbourg. Nous voulons imposer au Conseil quatre conditions principales :

- Premièrement, nous voulons voir instaurées des ressources propres qui prendraient par exemple la forme d'**une taxe sur les transactions financières**. Onze pays ont déjà choisi de l'appliquer dans le cadre d'une coopération renforcée. Les deux tiers de cette taxe iront à l'Union européenne, en contrepartie l'État membre bénéficie d'une réduction équivalente à sa contribution nationale ; le tiers restant ira

à l'État membre. Nous demandons également l'instauration d'une **TVA européenne**. Il y a à ce sujet une proposition concrète de la Commission de créer en 2021 un système de TVA au niveau européen. Attention : il ne s'agit pas d'une augmentation de TVA. L'idée consiste à ce qu'une partie des impôts actuellement perçus au niveau national soit versée directement à l'UE. **Ces deux points-là ont été exclus du compromis final**. Nous voulons y revenir. Si l'Union européenne n'est pas capable d'avoir des ressources propres, il est difficile d'envisager de construire une réelle démocratie. C'est un peu paradoxal pour un libéral de dire ça, mais d'une certaine manière, les démocraties ont été créées avec les impôts.

- Deuxièmement, **nous refusons la création d'un déficit supplémentaire**. Bien qu'interdit par le traité, le cadre en préparation crée un nouveau déficit qui résulte de la différence entre les crédits d'engagement et les crédits de paiement. On nous demande au niveau national de réduire nos dettes alors qu'au niveau européen, on se permet de créer une nouvelle dette !
- Troisièmement, nous voulons la possibilité d'effectuer des glissements internes à l'intérieur de ce projet de budget pour accroître la part accordée à l'investissement et aux **politiques de croissance, d'innovation et de solidarité**.
- Enfin, il est impensable pour le Parlement d'accepter un cadre pluriannuel dans lequel le Parlement élu en 2014 n'aura pas son mot à dire. Il faut pour éviter cela prévoir une **clause de révision obligatoire**.

Nous aurons également des attentes fortes pour aider la lutte contre le chômage des jeunes, nous attendons par exemple du programme « Erasmus pour tous » que l'on revienne au montant initialement prévu par la Commission. C'est le moment de prendre les bonnes décisions car ce cadre nous lie pour les sept années à venir ! C'est pourquoi il faut combattre. Quand j'étais ministre du Budget, je ne connaissais qu'un seul mot : « **non** ». Je ne connais pas encore l'issue des négociations, mais je me réfère aux quatre conditions dont j'ai parlé préalablement. **Les États sont-ils prêts ? Nous ne donnerons pas notre accord dans le cas contraire. Pour la première fois, ce seront le Conseil et les États membres qui devront changer leur position.**



3. Réinventer la place de l'Europe dans le monde

3.1. Changer de regard sur l'UE à l'heure de la mondialisation

Il faut accroître la place de l'Europe dans le monde, sinon le G8 de demain se fera sans les nations européennes ! Dans 20 ans, puis 30 ans, plus aucun État membre ne fera partie des puissances mondiales, il faudra donc regagner une capacité à décider de notre propre sort et à défendre nos intérêts face à la Chine, à l'Inde, etc. Il faudra s'unir.

Si l'on veut survivre dans le monde de demain, ce sera avec l'Union européenne, une civilisation aux côtés d'autres civilisations. L'Inde rassemble 2000 ethnies, une vingtaine de langues et quatre grandes religions. C'est un continent à elle seule, or c'est la plus grande démocratie au niveau mondial. Il en est de même pour les États-Unis, État multiculturel par excellence. **Nous aussi, en Europe nous sommes une civilisation**. L'architecture, la littérature, les langues, ont la même racine ! Dans le monde de demain, c'est ce qui fera notre force. Je prévois une nouvelle ère d'empires, pas au sens du passé, mais au sens d'un **rassemblement au niveau subcontinental de plusieurs nations**.

3.2. Vers une Communauté européenne de défense

En 1954, l'Assemblée nationale française sonnait l'échec de la **Communauté européenne de défense**. Or, cette armée européenne serait aujourd'hui la bienvenue. On l'a constaté à l'époque de la question irakienne, mais aussi au moment de l'intervention en Libye, et on le voit aujourd'hui avec la question malienne. Il est utile de rappeler que **les dépenses européennes représentent 45% des dépenses américaines en matière de défense**. Or, en Europe, on est seulement capable d'exercer 10% des opérations militaires menées par les États-Unis.

Au moment du conflit irakien, il y a eu une nouvelle tentative pour créer une Communauté européenne de défense. On a créé un quartier général qui n'a jamais

été utilisé car le Royaume-Uni a utilisé son droit de veto à chaque fois. **Créer une Communauté européenne de défense est un chantier qui peut créer l'unité.** Cet instrument favoriserait en parallèle l'instauration d'une véritable politique étrangère. À l'époque, la question de l'Irak a été éludée en 45 secondes car on ne bénéficiait pas d'instruments communs.

4. Pour un discours critique en vue des élections 2014

L'homme politique doit essayer de développer une vision, convaincre le public. Je suis d'avis que **les hommes politiques peuvent créer une opinion politique européenne.** Les élections européennes restent pour l'instant essentiellement des élections nationales. Il faut remédier à cela. Permettre aux citoyens d'un État membre d'élire eux-mêmes leur commissaire apporterait aussi davantage de représentativité.

Dire que l'Europe a apporté la paix ne touche plus les générations actuelles, qui n'ont pas connu la guerre. L'amitié franco-allemande à elle seule ne peut justifier l'Europe du futur. Je vais critiquer autant l'Europe que les euro-sceptiques, mais pour un résultat différent : davantage d'Europe. Je pense qu'il faut faire une campagne en 2014 avec un message pro-européen différent du passé.

L'erreur de l'Europe est en effet l'absence de politique d'éducation européenne. Notre programme pour l'avenir est de créer après les élections, en 2015, une **nouvelle Convention.** Il ne faudra pas qu'elle élabore une « Constitution » car cela gêne les opinions publiques. De même le mot « Traité » est connoté, puisqu'il renvoie à la méthode intergouvernementale. Il serait préférable à l'image de l'Allemagne, de parler de « **Loi fondamentale** ». Une consultation populaire au niveau européen devra alors être organisée afin d'engager pleinement le citoyen européen.

Il est impératif d'arrêter l'Europe à la carte car elle tue l'Europe. Telle que pratiquée actuellement, l'Europe se décline sous une multitude de configurations. Elle se pratique parfois à **six**, c'est l'Europe des pères fondateurs. Elle se pratique aussi à **neuf**, nombre d'États nécessaire à la mise en route d'une coopération renforcée. À **douze**, elle est celle qui a ratifié le Traité budgétaire. À **dix-sept**, c'est l'euro. À **vingt-cinq**, c'est le brevet européen. Que dire encore de **l'Europe de Schengen** qui ne comprend pas tous les États membres mais en revanche intègre des États non membres ?

M. Cameron est en train de tuer l'Europe. Ce sera le rôle de la prochaine Convention de répondre à cette menace et de décider une fois pour toute si l'on est **membre à part entière**, ou bien **membre associé.**

Sur les mêmes thèmes...

LE PACTE DE STUPIDITÉ EST-IL TOUJOURS STABLE ?

António Vitorino, *Tribune - Entretien pré-Conseil européen, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, mars 2013

BUDGET DE L'UE : Y REGARDER À DEUX FOIS

Yves Bertoncini et António Vitorino, *Tribune - Le Mot, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, février 2013

MIEUX DÉPENSER ENSEMBLE : ANALYSES ET RECOMMANDATIONS

Amélie Barbier-Gauchard et Eulalia Rubio, *Synthèse, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2012

RÉFORMER LE BUDGET DE L'UE EN PÉRIODE DE CRISE

Yves Bertoncini, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2012

NÉGOCIATIONS DU BUDGET DE L'UE : DE LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT SAIN ET CONSTRUCTIF

Eulalia Rubio, *Tribune - Le Mot, Notre Europe*, avril 2012

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*



Programme
L'Europe pour les citoyens



PREMIER
MINISTRE



Campagna
di San Paolo



MACIF



INSTITUT JACQUES DELORS

info@notre-europe.eu
19 rue de Milan
75009 Paris - France
www.notre-europe.eu

